

Evolutions de l'enseignement supérieur
au niveau mondial :
vers une révolution du monde universitaire

Résumé

Philip G. Altbach
Liz Reisberg
Laura E. Rumbley



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Conférence mondiale
sur l'enseignement
supérieur 2009

Publié avec le soutien de l'ASDI/SAREC

Evolution de l'enseignement supérieur au niveau mondial : vers une révolution du monde universitaire

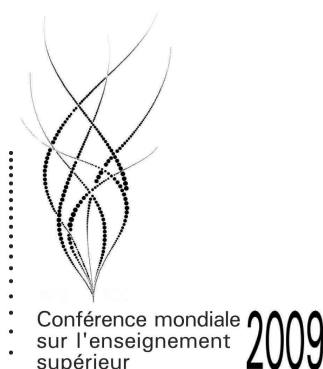
Résumé

Rapport d'orientation pour la Conférence mondiale
de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur 2009

Philip G. Altbach

Liz Reisberg

Laura E. Rumbley



Les idées et les opinions exprimées dans ce volume sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UNESCO. Les appellations employées dans ce volume et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Publié en 2009
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP

Imprimé par l'UNESCO

Création graphique : www.barbara-brink.com
Mise en page : www.barbara-brink.com

Photos :
© UNESCO/A. Abbe
© UNESCO/M. Loncarevic
© UNESCO/V. M. C. Victoria

ED.2009/Conf.402/inf.6
© UNESCO 2009
Imprimé en France

Résumé

L'enseignement supérieur connaît depuis cinquante ans une révolution, marquée par des transformations d'une ampleur et d'une diversité sans précédent. Il n'est pas facile d'appréhender de l'intérieur un processus dynamique qui se poursuit encore aujourd'hui. Les changements intervenus ces derniers temps sont sans doute au moins aussi considérables que ceux qui se sont produits au XIX^{ème} siècle lorsque les établissements de recherche ont évolué, d'abord en Allemagne puis partout ailleurs, pour transformer radicalement la nature de l'université dans le monde entier. Les transformations qui ont eu lieu dans l'enseignement supérieur à la fin du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème} siècle sont d'une plus grande ampleur, en raison de leur dimension mondiale et du nombre d'établissements et de personnes concernés.

Le présent rapport s'attache avant tout à analyser les changements intervenus depuis la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur de 1998. Si les tendances considérées ici ont pour la plupart été décrites en 1998, elles se sont accentuées au cours de la dernière décennie. Nous examinerons les principaux éléments moteurs du changement ainsi que leur impact sur l'enseignement supérieur.

L'essentiel du rapport porte sur la manière dont l'enseignement supérieur a répondu au défi de la massification. La " logique " de la massification est inévitable et implique, entre autres, une plus grande mobilité sociale pour un groupe de population de plus en plus nombreux, de nouvelles modalités de financement de l'enseignement supérieur, des systèmes d'enseignement de plus en plus diversifiés dans la plupart des pays et, de façon générale, une baisse globale de la qualité de l'enseignement. Comme nombre des évolutions considérées dans le présent rapport, la massification, bien qu'il

ne s'agisse pas d'une phase nouvelle, doit être abordée différemment à cette " étape d'approfondissement " de la révolution que connaît l'enseignement supérieur. Dans un premier temps, les systèmes d'enseignement supérieur se sont bornés à essayer de répondre à la demande en développant l'infrastructure et en élargissant le corps enseignant. Depuis dix ans, ils s'efforcent de faire face aux conséquences de la diversité et de considérer les sous-groupes qui n'ont pas été pris en compte et sont encore mal desservis.

En ce début du XXIème siècle, l'enseignement supérieur est devenu une activité concurrentielle. Dans beaucoup de pays, les étudiants se disputent un nombre insuffisant de places à l'université et l'admission dans les meilleurs établissements est partout devenue plus difficile. Les universités rivalisent pour leur statut et leur classement et, de façon générale, pour l'obtention de fonds publics ou privés. Si la concurrence a toujours été une force dans le monde universitaire et peut constituer un facteur d'excellence, elle peut aussi contribuer à un déclin du point de vue de la communauté universitaire, de sa mission et de ses valeurs traditionnelles.

L'impact de la mondialisation

La mondialisation, réalité majeure du XXIème siècle, a déjà profondément influencé l'enseignement supérieur. Par mondialisation, nous entendons la réalité déterminée par une économie mondiale de plus en plus intégrée, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), l'émergence d'un réseau international du savoir, le rôle de la langue anglaise, ainsi que d'autres forces indépendantes de la volonté des établissements universitaires. L'internationalisation est définie comme étant la diversité des politiques et des programmes que les universités et les gouvernements mettent en œuvre pour faire face à la mondialisation. Il s'agit généralement d'envoyer les étudiants suivre un cursus à l'étranger, d'établir un campus délocalisé dans un autre pays ou de conclure telle ou telle forme de partenariat interinstitutionnel.

De tout temps, les universités ont été affectées par la situation internationale et opéré jusqu'à un certain point dans le cadre plus large d'une communauté internationale d'établissements, de savants et de chercheurs. Mais les réalités du XXIème siècle ont accentué l'importance de la conjoncture mondiale. La progression de l'anglais comme langue dominante de la communication scientifique est sans précédent depuis la domination du latin dans le monde universitaire de l'Europe médiévale. Les

technologies de l'information et de la communication ont créé un moyen universel de contact instantané et simplifié la communication scientifique. Mais ces changements ont également contribué à concentrer la propriété des maisons d'édition, des bases de données et d'autres ressources essentielles entre les mains des universités les plus puissantes et de certaines sociétés multinationales, toutes situées presque exclusivement dans le monde développé.

Pour certains, l'impact de la mondialisation sur l'enseignement supérieur offre des opportunités formidables en matière d'étude et de recherche, qui ne sont plus limitées par les frontières nationales. Pour d'autres, une telle évolution porte un coup à la culture et à l'autonomie nationales. Les uns et les autres ont certainement raison. Si l'on considère les 2,5 millions d'étudiants et le nombre incalculable d'enseignants, de diplômés et d'établissements se déplaçant librement de par le monde, il est à tout le moins urgent de coopérer et de conclure des accords à l'échelon international. Mais il n'est pas si facile de s'entendre pour adopter, par exemple, des références et des normes internationales permettant d'évaluer correctement des qualifications étrangères mal connues.

L'internationalisation a joué un rôle très important aux niveaux régional et international. Le Processus de Bologne et la Stratégie de Lisbonne en Europe sont les exemples les plus évidents de l'engagement international à cet égard, le premier réunissant plus de 40 pays ayant choisi délibérément de créer un Espace européen de l'enseignement supérieur. Ce processus est devenu une référence pour d'autres régions du monde qui ont lancé des initiatives similaires (ENLACES en Amérique latine, stratégie d'harmonisation dans l'Union africaine, Communiqué de Brisbane adopté par 27 pays de la région de l'Asie et du Pacifique, rencontres des ministres de l'éducation en Asie du Sud-Est).

La dernière décennie a également été marquée par une véritable explosion du nombre des programmes et des établissements opérant à l'échelle internationale. Qatar, Singapour et les Émirats arabes unis, par exemple, ont résolument favorisé l'internationalisation dans le cadre de leur politique nationale : ils ont demandé à des universités étrangères prestigieuses d'établir sur place des campus afin de faciliter l'accès de l'enseignement à leurs étudiants et de devenir des " pôles " d'enseignement supérieur dans leur région. Mais pour les pays les plus pauvres et les établissements les moins bien dotés, la possibilité de mener des activités internationales est parfois extrêmement limitée.

L'inégalité entre les différents systèmes nationaux d'enseignement supérieur et entre les différents établissements d'un même pays s'est creusée au cours des dernières décennies. Le monde universitaire a toujours été caractérisé par des centres et des périphéries. Les universités les plus puissantes, généralement du fait de leurs résultats en matière de recherche et de leur réputation d'excellence, sont considérées comme des centres. En revanche, les universités africaines, pour ne citer qu'elles, ont beaucoup de mal à trouver leur place sur la scène mondiale: elles figurent à peine dans le classement mondial des établissements d'enseignement supérieur et produisent un infime pourcentage des résultats de la recherche.

Les tensions autour de la dynamique centre-périphérie sont de plus en plus vives. Nombre de pays en développement souhaitent que les universités de dimension internationale soient situées au même niveau que les universités traditionnelles, " au centre ". Le classement des établissements et des études universitaires exacerbe ces tensions. Les classements internationaux avantagent les universités qui ont l'anglais comme principale langue d'enseignement et de recherche, qui proposent des disciplines et des programmes variés et qui disposent de fonds importants pour la recherche, de source publique ou autre. Ces classements posent des problèmes méthodologiques mais ils sont largement utilisés et exercent une grande influence, et rien n'indique qu'ils vont disparaître.

La richesse des nations et des universités joue un rôle décisif dans la détermination de la qualité et de la centralité d'une université ou d'un système d'enseignement supérieur, ce qui désavantage considérablement les pays en développement et met à rude épreuve la plupart des systèmes qui ont du mal à choisir entre accroître les taux de participation et soutenir des instituts de recherche de premier plan.

Le phénomène de massification

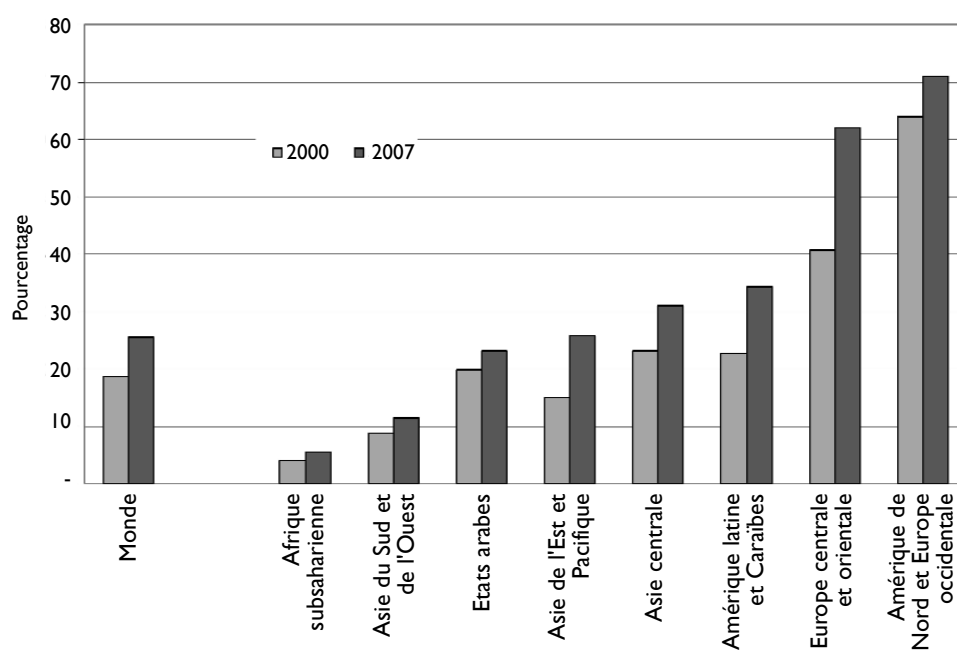
Les principales transformations intervenues ces dernières décennies sont dues pour une bonne part aux mesures qui ont été prises pour répondre à une demande massive. L'accroissement de la demande s'explique par l'avènement d'économies post-industrielles, l'essor des industries de service et l'émergence d'une économie du savoir.

Les États-Unis ont été le premier pays à assurer un enseignement supérieur de masse, la proportion de la cohorte suivant des études postsecondaires ayant atteint 40 % en 1960. Si certains pays en développement instruisent encore moins de 10 % d'une

classe d'âge, la quasi-totalité des pays ont accru de façon spectaculaire le taux de participation à l'enseignement supérieur. L'Europe occidentale et le Japon ont enregistré à cet égard un accroissement rapide dans les années 1980, suivis par les pays développés d'Asie de l'Est et les pays d'Amérique latine. La Chine et l'Inde, dont les systèmes académiques sont aujourd'hui classés respectivement au premier rang et au troisième rang mondial par leur taille, ont progressé rapidement et vont continuer de le faire.

A l'échelle mondiale, la proportion de la cohorte inscrite dans l'enseignement supérieur est passée de 19 à 26 % entre 2000 et 2007, l'augmentation la plus importante étant le fait des pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) et à revenu élevé. On compte quelque 150,6 millions d'étudiants dans le monde, soit une augmentation d'environ 53 % par rapport à 2000. Dans les pays à faible revenu, la proportion d'inscription dans l'enseignement supérieur n'a augmenté que légèrement, passant de 5 à 7 % entre 2000 et 2007. C'est en Afrique subsaharienne que le taux est le plus faible (5 %). En Amérique latine, le taux est encore inférieur à la moitié de celui des pays à revenu élevé. La participation entraîne des coûts privés importants qui représentent en moyenne 60 % du PIB par habitant (Figure 1).

Figure 1. Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur par région géographique, 2000 et 2007



Note : ces données incluent l'ensemble des étudiants du postsecondaire (CITE 4, 5 et 6)

Inégalités d'accès

Malgré les nombreuses initiatives prises ces dernières années, l'accroissement de la participation postsecondaire n'a pas profité également à toutes les catégories sociales. Une récente étude comparative portant sur 15 pays montre que si l'intégration a augmenté, les classes privilégiées ont conservé leur avantage relatif dans pratiquement tous les pays.

Faire accéder à l'enseignement supérieur toutes les catégories de la population, c'est s'attaquer à des inégalités sociales qui sont profondément ancrées dans l'histoire, la culture et la structure économique et qui influent sur l'aptitude des individus à faire face à des conditions de concurrence. La géographie, l'inégale répartition des richesses et des ressources sont autant de facteurs contribuant à désavantager certains groupes de population. Le taux de participation à l'enseignement supérieur des populations qui vivent dans des régions reculées ou rurales et des groupes autochtones tend à être inférieur à la moyenne nationale.

Plusieurs gouvernements ont pris des mesures pour rendre l'enseignement supérieur plus accessible. Le Ministère de l'éducation du Mexique a investi, avec un certain succès, dans la mise en place de services éducatifs supplémentaires dans les zones défavorisées: 90 % des étudiants inscrits sont les premiers de leur famille à poursuivre des études supérieures et 40 % vivent dans des régions économiquement déshéritées. Des initiatives prises au Ghana, au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie ont abaissé les critères d'admission pour les femmes afin d'accroître leur participation. Le Gouvernement indien oblige les universités à réserver une série de places pour les " classes socialement défavorisées". Malgré une légère amélioration, la participation des castes inférieures, des populations rurales et des Musulmans demeure en deçà de celle de la population générale, et les castes inférieures ont tendance à être regroupées dans le cadre de programmes d'études moins onéreux. Au Brésil, le parlement a imposé aux universités l'obligation de réserver des places aux étudiants handicapés et aux étudiants afro-brésiliens.

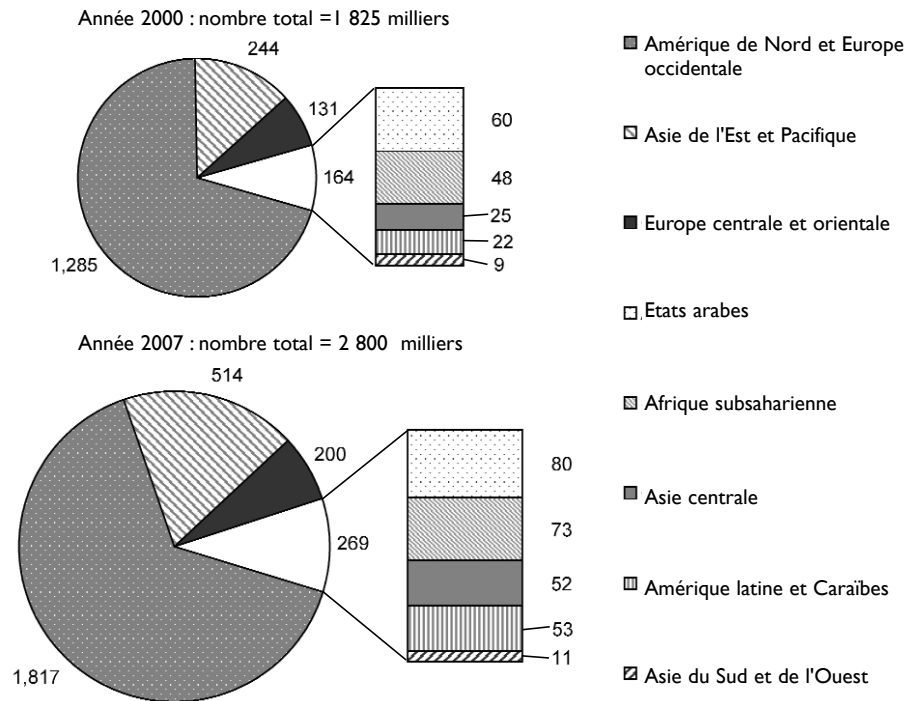
Même dans les pays où la participation est importante, des inégalités persistent : aux États-Unis, le taux de participation des étudiants appartenant à des minorités reste à la traîne. Les établissements universitaires à cycle court ont rendu l'enseignement supérieur plus accessible mais des recherches montrent que la probabilité que les étudiants inscrits dans ces établissements poursuivent leurs études pour obtenir un diplôme en quatre ans dépend largement de la situation socio-économique de leur famille, quelle que soit leur origine raciale ou ethnique.

Le coût reste un énorme obstacle. Même lorsque les études sont gratuites, les étudiants font face à des coûts indirects, tels que les frais de subsistance, et souvent à une perte de revenu. Les bourses d'études, les programmes de subventions ou de prêts sont utiles jusqu'à un certain point mais ils ne suffisent pas à éliminer les obstacles économiques. La crainte de l'endettement est généralement plus dissuasive chez les étudiants de familles pauvres. Les crédits formation dépendant du revenu (qui prévoient des plans de remboursement en fonction du revenu perçu une fois le diplôme obtenu) sont de plus en plus populaires en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud mais ils continuent d'attirer surtout les étudiants des classes moyennes et des classes moyennes inférieures. Le Mexique a adopté un programme de crédit destiné à faciliter l'accès au secteur privé pour toute une série de familles. Le Chili a adopté un nouveau programme de crédit à l'intention des étudiants originaires de familles à faible revenu.

Accroître la mobilité des étudiants

Plus de 2,5 millions de personnes étudient en dehors de leur pays. D'après les estimations, ce nombre devrait atteindre sept millions d'ici à 2020. L'un des aspects les plus visibles de la mondialisation est la mobilité étudiante (Figure 2). Le flux des étudiants internationaux résulte de stratégies nationales et institutionnelles mais il est également le fruit de la décision des étudiants eux-mêmes.

Figure 2. Nombre d'étudiants mobiles à l'international, par région de destination, 2000 et 2007



La mobilité internationale des étudiants présente deux grandes tendances. D'un côté, des étudiants venant d'Asie intègrent les grands systèmes d'enseignement supérieur d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et d'Australie. Des pays comme le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada ont adapté leurs réglementations en matière de visa et d'immigration pour attirer des étudiants étrangers, mus en grande partie par le désir de conserver leur compétitivité économique et de réaliser des gains financiers en accueillant un grand nombre d'étudiants étrangers s'acquittant de l'intégralité des droits d'inscription. D'un autre côté, on constate une mobilité des étudiants à l'intérieur de l'Union européenne, qui est encouragée par différents programmes. A l'échelle mondiale, la mobilité étudiante internationale est surtout un phénomène Sud-Nord.

Les universités et les systèmes d'enseignement supérieur ont eux-mêmes élaboré de nombreuses stratégies pour tirer parti du nouveau contexte mondial et attirer des étudiants non résidents. Certaines universités de pays non anglophones ont mis en place des études universitaires en anglais pour attirer des étudiants étrangers. Des universités ont établi des partenariats avec des établissements d'enseignement

d'autres pays afin de proposer des cursus et des diplômes différents, de mettre au point des projets de recherche et d'entretenir diverses formes de collaboration. Les campus délocalisés, les programmes d'études à l'étranger et les contrats de franchise pour les diplômés ne sont que quelques-uns des aspects de ces stratégies d'internationalisation.

L'immense défi que doit relever l'enseignement supérieur est de faire en sorte que tous puissent profiter équitablement des possibilités d'études internationales. Les étudiants et les enseignants qui tireront le mieux parti de toute la gamme des nouvelles possibilités qu'offrent des conditions d'enseignement supérieur mondialisées sont généralement les plus nantis ou socialement favorisés. Si les tendances actuelles en matière d'internationalisation se poursuivent, la répartition des richesses et des talents mondiaux va devenir encore plus déséquilibrée.

Enseignement, apprentissage et programmes

Il ne suffit pas d'entrer dans le système pour accéder à l'enseignement supérieur. Des progrès véritables dépendent du degré d'achèvement des études pour tous les groupes de population. Les données à cet égard sont rares. Il est néanmoins évident qu'un corps étudiant de plus en plus divers fait pression pour l'adoption de nouveaux systèmes d'aide aux études supérieures et d'approches pédagogiques novatrices. Des recherches montrent la manière dont l'enseignement universitaire influence la participation des étudiants dans la classe. Le Mexique a créé de nouvelles " universités interculturelles " qui sont fondées sur la philosophie, la culture, la langue et l'histoire des populations autochtones. La diversité des étudiants a également contribué à accroître la popularité de nombreux programmes et établissements d'enseignement à orientation professionnelle, notamment dans le domaine de la gestion et des TIC.

S'il est difficile de généraliser au niveau mondial, on peut dire que la mission de la plupart des établissements dans la majorité des pays consiste aujourd'hui à enseigner moins d'éléments relevant des disciplines fondamentales et à proposer davantage de prestations sous la forme de programmes professionnels à un éventail d'étudiants beaucoup plus large que par le passé. Les questions relatives aux programmes et au but de l'enseignement supérieur sont particulièrement importantes dans les régions en développement, dont l'économie émergente exige à la fois des spécialistes formés à des professions scientifiques et techniques et des dirigeants énergiques qui possèdent une culture générale, soient créatifs, sachent s'adapter et soient capables d'aborder les progrès sociaux d'un point de vue éthique élargi.

Assurance qualité, responsabilité et cadres de qualifications

L'assurance qualité dans l'enseignement supérieur est désormais une priorité pour de nombreux pays. L'enseignement postsecondaire doit préparer des diplômés dotés de qualifications nouvelles, d'un large socle de connaissances et de toute une gamme de compétences qui leur permettent d'accéder à un monde plus complexe et interdépendant. Des organismes s'efforcent dans le monde entier de définir ces objectifs dans des termes susceptibles d'être compris et partagés par-delà les frontières et les cultures. La mondialisation, l'intégration régionale et la mobilité toujours croissante des étudiants et des enseignants ont rendu plus urgente l'adoption de normes internationalement reconnues entre les nations et au sein des nations. La croissance explosive tant des établissements traditionnels que des nouveaux prestataires pose des questions nouvelles quant aux normes de qualité. Tout naturellement, les " consommateurs " de l'enseignement (étudiants, parents, employeurs) exigent une certaine forme de reconnaissance des établissements et des diplômes délivrés. Les mécanismes permettant d'établir une comparabilité internationale sont encore nouveaux et pour la plupart non éprouvés.

Bien que la qualité soit une notion multidimensionnelle, des méthodes d'évaluation de l'enseignement supérieur ont été établies dans la plupart des régions du monde. Rompant avec le passé, ces nouvelles méthodes font généralement appel aux pairs plutôt qu'aux pouvoirs publics. Les établissements sont davantage évalués à l'aune de la mission qu'ils se sont eux-mêmes fixée qu'au regard d'un modèle institutionnel défini par un organisme de réglementation. Bien souvent, la fonction de réglementation qu'exerçaient les organismes gouvernementaux et paraétatiques s'est transformée en un rôle de validation. On met en outre de plus en plus l'accent sur les " résultats " de l'enseignement supérieur -les évaluateurs cherchent de nouvelles données et de nouveaux indicateurs pour démontrer que les étudiants maîtrisent certains objectifs à la fin de leurs études. Le projet entrepris en 2006 par l'OCDE pour évaluer les résultats de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur s'attache par exemple à l'interaction entre les étudiants et les enseignants, aux perspectives de carrière, à l'achèvement des études et à l'obtention d'un emploi.

Alors qu'étudiants et programmes franchissent de plus en plus facilement les frontières, la comparabilité des diplômes est devenue un sujet central de débat au niveau international. L'UNESCO a favorisé l'élaboration de conventions qui obligent les signataires à adopter des politiques et des pratiques communes pour faciliter la

mobilité des étudiants dans chaque région. Le Processus de Bologne, qui crée une structure de diplômes commune et des cadres de qualifications, représente un progrès immense dans la coordination de l'enseignement supérieur en Europe. Son but est d'introduire une certaine uniformité et une assurance qualité dans toute l'Europe tout en favorisant la transparence, la mobilité, l'employabilité et un apprentissage centré sur les étudiants. L'Association européenne pour l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur a réuni en 2000 un grand nombre d'organismes nationaux d'assurance qualité dans la région et établi un lieu de concertation important qui permet aux pays membres de participer à des projets transnationaux d'assurance qualité.

D'autres organisations s'efforcent de coordonner les activités d'assurance qualité à l'échelon international, souvent avec le concours de la Banque mondiale. Les plans d'assurance qualité sont désormais considérés comme un élément essentiel du système de l'enseignement supérieur mais les efforts déployés à cet égard aux niveaux national, régional et international demandent à être coordonnés. Dans le souci de promouvoir le dialogue, l'UNESCO s'est associée à la Banque mondiale en vue de lancer l'Initiative mondiale pour les capacités d'assurance qualité qui comprendra des membres de nombreux réseaux régionaux et internationaux.

Étant donné le nombre des nouveaux prestataires qui proposent des formules d'études postsecondaires, il est parfois difficile de distinguer les établissements légitimes des usines à diplômes qui vendent des titres universitaires. Il est donc d'autant plus urgent d'adopter des mécanismes internationaux d'assurance qualité. L'UNESCO a lancé un portail Internet qui oriente ceux qui le consultent vers des sources d'information permettant de distinguer les établissements et les diplômes officiellement reconnus de ceux qui sont fantaisistes.

Le financement de l'enseignement supérieur et le débat bien public-bien privé

Si l'enseignement supérieur est de plus en plus considéré comme un puissant moteur de développement économique, les recettes fiscales des États ne soutiennent pas le rythme des dépenses dans ce domaine, qui connaissent une augmentation rapide. La multiplication du nombre des étudiants a constitué un énorme défi pour des systèmes habitués à assurer un enseignement supérieur gratuit ou largement subventionné. Un tel modèle est devenu intenable d'un point de vue financier et les systèmes ont dû refonder radicalement le " contrat social " passé entre l'enseignement supérieur et la

société. Les parents et/ou les étudiants sont de plus en plus appelés à prendre en charge les droits d'inscription et autres frais de scolarité. L'instauration de frais d'études apparaît même en Europe, continent qui a longtemps été le bastion de la gratuité de l'enseignement supérieur.

L'éducation postsecondaire a de tout temps été considérée comme un *bien public* dans la mesure où elle contribue au bien-être de la société en éduquant les citoyens, en améliorant le capital humain, en encourageant la participation civique et en favorisant le développement économique. Depuis quelques décennies, l'enseignement supérieur est de plus en plus considéré comme un *bien privé* bénéficiant essentiellement aux individus, ce qui signifie que les établissements universitaires et leurs étudiants doivent assumer une grande partie du coût de l'éducation postsecondaire. En raison de la pénurie de fonds résultant de la massification, les systèmes et établissements d'enseignement supérieur doivent aussi de plus en plus souvent générer une part plus importante de leurs recettes propres. Le débat s'est intensifié du fait des contraintes financières créées par la massification mais aussi en raison de la généralisation d'une tendance consistant à étendre la privatisation de services naguère assurés par l'État. En insistant toujours plus sur le recouvrement des coûts, l'augmentation des droits d'inscription et les liens entre l'université et l'industrie, on oublie le rôle social et la fonction de service traditionnellement dévolus à l'enseignement supérieur, dont l'importance est pourtant essentielle pour les sociétés contemporaines. Certaines universités financent des maisons d'édition, des revues, des troupes de théâtre internes, des chaînes de radio et de télévision non commerciales, et font office de centres intellectuels de premier plan. Ces fonctions sont particulièrement importantes dans les pays où les relais sociaux et culturels sont limités et où les institutions capables de susciter un débat et un dialogue libres sont peu nombreuses.

La montée en puissance partout dans le monde de l'enseignement supérieur privé, ainsi que les modèles de financement du secteur, ont des implications importantes pour les étudiants et la société. Cette évolution a généralement accentué l'austérité dans les universités et autres établissements postsecondaires (salles de lecture bondées, fonds de bibliothèques périmés, moindre soutien pour la recherche, dégradation des locaux, instabilité des emplois, exode des compétences avec le départ à l'étranger des enseignants les plus talentueux). C'est en Afrique subsaharienne que les effets de l'austérité sont les plus désastreux, mais la situation est grave dans tous les pays en développement ainsi que dans les pays en transition.

Face aux contraintes financières, les universités et les systèmes nationaux ont cherché des solutions du côté du coût et de la demande. Les solutions se rapportant au coût - augmenter les effectifs des classes et la charge des enseignants, remplacer les postes d'enseignant à plein temps, plus chers, par des postes à temps partiel moins onéreux - sont difficiles à appliquer, posent des problèmes au niveau des études et suscitent de vives contestations.

Les solutions portant sur les recettes comprennent notamment le partage des coûts avec généralement des frais d'études et des " redevances d'utilisation " pour l'hébergement. Des frais d'études ont été introduits dans des pays où l'enseignement supérieur était auparavant gratuit ou presque (Chine en 1997, Royaume-Uni en 1998, Autriche en 2001). De nombreux pays, notamment en Afrique subsaharienne, ont considérablement augmenté les frais de subsistance. Les subventions et les bourses d'études ont été réduites dans les pays en transition ainsi qu'en Asie et dans de nombreux pays d'Afrique. Plusieurs pays, dont le Japon, la République de Corée, les Philippines, l'Indonésie, le Brésil et d'autres pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est, ont maintenu un secteur public limité, élitiste et sélectif. Le coût résultant de l'accroissement de la participation est pour l'essentiel reporté sur les parents et les étudiants avec l'encouragement d'un secteur privé en plein essor.

Trouver les moyens de maintenir un enseignement supérieur de qualité accessible aux étudiants remplissant les conditions requises exigera une bonne planification tenant compte à la fois des besoins à court terme et des besoins à long terme.

La révolution privée

L'essor de l'enseignement supérieur privé partout dans le monde est l'un des traits les plus marquants des dernières décennies. Aujourd'hui, environ 30 % des étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits dans le privé. Si l'enseignement supérieur privé existait dans de nombreux pays - et était traditionnellement dominant dans des pays d'Asie de l'Est comme le Japon, la République de Corée ou les Philippines-, il ne représentait souvent qu'une petite fraction de l'enseignement supérieur. Actuellement, les établissements privés d'enseignement supérieur, dont beaucoup sont à but lucratif ou quasiment lucratif, sont le secteur dont l'expansion est la plus rapide. Parmi les pays où plus de 70 % des étudiants sont inscrits dans le privé, il y a notamment l'Indonésie, le Japon, les Philippines et la République de Corée (Figure 3). Le secteur privé instruit aujourd'hui plus de la moitié de la population étudiante dans

des pays comme le Mexique, le Brésil et le Chili. Les universités privées se développent rapidement en Europe centrale et orientale et dans les pays issus de l'ex-Union soviétique, ainsi qu'en Afrique. La Chine et l'Inde ont, elles aussi, un important secteur privé. Le secteur privé connaît une expansion en Afrique où il fait l'objet d'une attention accrue. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord enregistrent également des inscriptions dans l'enseignement privé, les " universités américaines " se multipliant en Égypte, en Jordanie, au Liban et ailleurs.

	0-10%	>10<35%	>35<60%	>35<60%
Pays en développement	Cuba, Afrique du Sud	Egypte, Kenya	Inde, Malaisie	Brésil, Indonésie
Pays développés	Allemagne, Nouvelle-Zélande	Hongrie, Etats-Unis	(aucun)	Japon, République de Corée

De façon générale, le secteur privé contribue à résorber la demande en offrant un accès à des étudiants qui ne remplissent pas forcément les conditions requises pour être admis dans des établissements publics ou qui ne peuvent pas être accueillis dans d'autres universités pour cause de surpeuplement. S'il existe certaines universités privées sélectives, le secteur privé, de façon générale, dessert une clientèle de masse et ne jouit pas du même prestige que le public. Les établissements à but officiellement lucratif forment un petit sous-secteur de l'enseignement supérieur mais ils connaissent une expansion notable dans toutes les régions en développement. Ce secteur est principalement géré selon un modèle commercial : le pouvoir et l'autorité sont concentrés entre les mains des conseils d'administration et des administrateurs généraux, les enseignants ont peu d'autorité ou d'influence et les étudiants sont considérés comme des consommateurs.

On assiste dans ce contexte à la privatisation d'universités publiques. Des pays comme l'Australie et la Chine ont explicitement demandé aux universités de prendre en charge une partie plus importante de leurs dépenses d'exploitation en générant des recettes propres. Outre les frais d'études, les universités publiques trouvent des recettes auprès des fonds de recherche, en vendant des produits universitaires, en proposant des services de consultation et de recherche et grâce aux liens qu'elles entretiennent avec l'industrie. Dans certains cas, ces sources de financement contribuent à la commercialisation de l'établissement et entrent en conflit avec les rôles traditionnels de l'université.

La profession universitaire

La profession universitaire n'a jamais été soumise à autant de contraintes qu'aujourd'hui. Les mesures qui ont dû être prises pour répondre aux exigences de la massification ont entraîné dans de nombreux pays une baisse de la qualification moyenne des enseignants. La proportion du personnel enseignant universitaire ne possédant un diplôme que du niveau de la licence pourrait atteindre 50 % (9 % seulement des enseignants à l'université en Chine ont un doctorat, et 35 % en Inde). Dans les pays en développement, beaucoup d'enseignants d'université ne sont titulaires que d'une licence et le nombre d'enseignants à temps partiel a souvent augmenté, notamment en Amérique latine où leur proportion atteint 80 %. Dans beaucoup de pays, les universités recrutent désormais à temps partiel des enseignants employés à temps complet dans d'autres établissements (Chine, Vietnam, Ouganda). Il arrive aussi, dans la plupart des régions du monde, que des enseignants employés dans des universités publiques contribuent, en travaillant " au noir ", à faire fonctionner un secteur privé de l'enseignement supérieur en plein essor. Les écarts de rémunération entre les pays sont considérables, provoquant une migration des compétences vers les pays qui paient mieux. D'après une récente étude concernant la rémunération des universitaires dans 15 pays, les enseignants employés à plein temps à l'université peuvent survivre avec leur rémunération mais ils ne gagnent pas beaucoup plus que le salaire moyen dans leur pays. Le développement des études universitaires supérieures a été défini comme une priorité partout dans le monde, mais sa progression est lente en raison de l'ampleur de la demande pour un accès de base.

Le marché de l'emploi universitaire est de plus en plus mondialisé, des milliers d'enseignants franchissant les frontières pour obtenir des postes de tous niveaux. Encore une fois, l'afflux se fait essentiellement du Sud vers le Nord, l'Amérique du Nord bénéficiant en particulier d'un apport d'enseignants en provenance de nombreux pays, y compris de pays européens d'où beaucoup partent, attirés par une meilleure rémunération. Les caractéristiques de la fuite des compétences du monde en développement se sont quelque peu modifiées. Les universitaires qui partent gardent aujourd'hui davantage de contacts avec leur pays d'origine et collaborent de l'étranger avec leurs collègues restés dans le pays. La structure des migrations universitaires continue néanmoins d'être préjudiciable aux pays en développement. Certains pays, dont Singapour, les nations arabes du Golfe, plusieurs pays d'Europe occidentale, le Canada et les États-Unis, mettent en œuvre des politiques visant à attirer des enseignants et des chercheurs étrangers.

En termes de responsabilité et d'évaluation, le corps enseignant a perdu une grande partie de son autonomie. Le balancier de l'autorité dans l'enseignement supérieur est passé des enseignants aux gestionnaires et aux bureaucrates, avec d'importantes répercussions sur l'université.

Les conditions de la recherche

Les trois missions de l'université moderne, à savoir l'enseignement, la recherche et le service public, sont en constante tension les unes avec les autres, et ce à différents niveaux. Les universités, dans la mesure où elles jouissent d'une autonomie pour l'élaboration de leurs propres plans et programmes, doivent faire face à des choix difficiles quant à l'établissement des priorités et à l'allocation des ressources.

Les instituts universitaires de recherche se situent au faîte du système universitaire et sont directement engagés dans le réseau mondial du savoir. Ils sont chers à mettre en place et à entretenir. Leurs équipements -notamment les laboratoires, les bibliothèques et les infrastructures informatiques et technologiques- doivent être maintenus en permanence au niveau des normes internationales les plus élevées. Les résultats de la recherche dans des domaines clés - comme la technologie de l'information et les sciences de la vie- sont devenus extrêmement importants pour les programmes de développement nationaux et pour le prestige des établissements. Les États ont renforcé ces dernières années leur appui à la recherche universitaire afin d'encourager la recherche dans des domaines tels que la biotechnologie et l'informatique. Dans l'Union européenne, la part des dépenses de l'enseignement supérieur consacrée à la recherche-développement a régulièrement augmenté ces dernières années. Le secteur public finance directement ou indirectement 72 % de la recherche universitaire dans les pays de l'OCDE. Le remplacement de la dotation forfaitaire accordée aux universités publiques pour leur permettre de faire face au coût de l'enseignement et de la recherche par des allocations octroyées dans un cadre concurrentiel à des projets précis et permettant aussi de réaliser des investissements dans l'équipement, les laboratoires et les bibliothèques a contribué à l'émergence de l'université de recherche moderne. Le modèle d'interactions université-gouvernement-industrie dit de " triple hélice " a entraîné d'importants changements organisationnels au sein de l'université. Des bureaux spéciaux se sont développés et ont prospéré, contribuant à créer de nouveaux flux de recettes pour l'université. Ces transformations ont favorisé une différenciation plus poussée des établissements (recherche seule, enseignement seul, ou les deux).

La propriété intellectuelle pose un problème de plus en plus important dans l'enseignement supérieur et surtout dans les instituts universitaires de recherche. Qui possède le savoir ? Qui profite de la recherche ? Les universités, cherchant à maximiser leurs recettes, souhaitent protéger la propriété intellectuelle - les résultats de la recherche, annonceurs de brevets, de licences et de revenus. La question est souvent lourde de conflits potentiels entre, d'un côté les producteurs de la recherche et du savoir, et de l'autre les commanditaires qui souhaitent parfois contrôler le savoir et les bénéfices qui en découlent. La recherche universitaire de pointe est menée dans des conditions où la commercialisation du savoir est une nécessité et une exigence, mais des pressions opposées s'exercent dans le même temps qui incitent à traiter la production et la diffusion du savoir comme un bien public.

Dans le monde en développement, la recherche scientifique et technique était surtout, depuis la seconde guerre mondiale, une activité subventionnée principalement menée par des instituts de recherche publics. La situation a radicalement changé dans les années 1990 avec la chute de l'Union soviétique. Mais le changement le plus significatif s'est produit en Chine, où la structure de financement de la recherche universitaire correspond aujourd'hui davantage à celle de l'Occident. D'autres pays en développement ont d'ambitieux projets en vue d'accroître le volume et la qualité de leurs activités de recherche. En République de Corée, le programme Brain Korea 21 (1998) défend le principe de la sélection et de la concentration des efforts de recherche dans les meilleures universités traditionnelles. En Amérique latine, la recherche universitaire est toujours le fait de quelques grands établissements. Le système brésilien attribue quelque 10 000 doctorats et 30 000 maîtrises chaque année, soit une augmentation de 300 % en dix ans. Les programmes d'études universitaires sont classés en fonction de la productivité de la recherche et financés en conséquence.

Technologie de l'information et de la communication

On a dit que l'université traditionnelle serait bientôt révolue pour cause d'informatique, d'enseignement à distance et d'autres innovations technologiques. Selon nous, la disparition de l'université traditionnelle n'est pas pour demain. Une déconnexion profonde et généralisée a pu être constatée entre l'emploi des nouvelles TIC et leur exploitation dans un souci d'amélioration de la qualité. Mais des changements de taille se produisent, et c'est là l'un des éléments déterminants de la transformation de l'enseignement supérieur au XXIème siècle.

L'Internet a véritablement révolutionné le mode de communication du savoir. Dans les économies les plus développées, les TIC se sont répandues de façon exponentielle et touchent à la quasi-totalité des aspects de l'activité de l'enseignement supérieur. Les courriels et les réseaux sociaux en ligne ouvrent des possibilités de collaboration universitaire et de recherche conjointe. Les revues électroniques sont aujourd'hui répandues et, dans certains domaines, tout à fait substantielles. Les éditeurs traditionnels de livres et de revues font de plus en plus appel à l'Internet pour diffuser leurs publications. Le mouvement des ressources éducatives libres a pris une ampleur considérable, assurant un libre accès à des cours, des programmes d'enseignement et des approches pédagogiques qui ne sont pas disponibles au niveau local.

Lorsque l'on examine les implications plus profondes d'une telle évolution, on constate une exacerbation de la division entre les nantis et les défavorisés. Dans de nombreux pays en développement, les nouvelles technologies sont souvent considérées comme la clé de l'amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur. Or l'utilisation des TIC entraîne des coûts et des difficultés énormes en termes de matériel, de logiciel, d'assistance technique, de formation et de mise à niveau permanente. Certaines régions du monde, en particulier l'Afrique, sont encore relativement mal desservies par le haut débit. Les pays les plus pauvres sont de plus en plus laissés pour compte, n'ayant pas ou peu d'accès aux voies technologiques qu'empruntent la production et la diffusion de l'information.

L'enseignement à distance offre d'immenses possibilités pour des systèmes d'enseignement supérieur qui s'efforcent tant bien que mal de répondre aux besoins de populations étudiantes de plus en plus nombreuses et diverses. La situation de l'apprentissage à distance a été transformée par les TIC, qui ont permis un accroissement réel du nombre et du type de prestataires, des concepteurs de programmes d'études, des modes de diffusion et des innovations pédagogiques. Il est extrêmement difficile de calculer le nombre d'étudiants qui suivent un enseignement à distance dans le monde mais l'existence d'environ 24 méga-universités, qui revendiquent plus d'un million d'étudiants, rend compte d'un phénomène quantitativement appréciable.

Pendant plusieurs décennies, le secteur a été dominé par de grandes universités " libres " (l'Université nationale libre Indira Gandhi en Inde compte 1,8 million d'étudiants). L'Université d'Afrique du Sud (UNISA) se présente comme le premier établissement d'enseignement à distance du continent, avec quelque 250 000

étudiants. L'Université virtuelle africaine mène des activités par-delà les frontières et les groupes linguistiques dans plus de 27 pays. L'intérêt de l'enseignement à distance tient surtout au fait qu'il est capable de répondre aux besoins d'étudiants très divers (étudiants habitant loin des centres d'enseignement, adultes actifs, femmes souhaitant concilier instruction et vie de famille) et même aux besoins des détenus. Parmi les risques et les difficultés associés à ce mode d'enseignement, le principal problème a trait à l'assurance qualité.

Regard vers l'avenir : la démographie et l'impact de la crise économique

Nous nous proposons dans le présent rapport d'éclairer les questions fondamentales et les facteurs contextuels qui ont orienté l'enseignement supérieur au cours de la dernière décennie, ainsi que les perspectives qui se dessinent dans l'avenir immédiat. Nous tenons à souligner que si nombre des évolutions considérées ne sont pas nouvelles, elles ont aujourd'hui des implications qui n'apparaissaient pas clairement de prime abord.

La démographie restera un élément moteur de développement et de réforme dans les prochaines décennies. Les structures et le champ géographique varieront, mais l'orientation générale restera la même. En 2008, l'Organisation de coopération et de développements économiques a discerné plusieurs évolutions démographiques déterminantes à l'horizon 2030. Les principaux traits qui se dégagent sont notamment les suivants:

- la participation étudiante continuera de s'étendre, avec une croissance de la taille des systèmes d'enseignement supérieur. Seuls quelques pays connaîtront une réduction du nombre des étudiants ;
- les femmes représenteront la majorité des étudiants dans la plupart des pays développés et leur participation s'accroîtra sensiblement partout ;
- les profils étudiants seront plus divers, avec un plus grand nombre d'étudiants internationaux, plus âgés, à temps partiel, etc. ;
- la démocratisation sociale de l'enseignement supérieur se poursuivra, accompagnée d'inconnues concernant l'évolution des inégalités en matière de possibilités d'éducation entre groupes sociaux ;
- les attitudes et les politiques concernant l'accès évolueront, de même que la sensibilisation des groupes défavorisés, et occuperont une place plus centrale dans les débats nationaux ;

- la profession universitaire sera plus internationale et plus mobile mais toujours structurée autour de facteurs nationaux ;
- les activités et les rôles de la profession universitaire seront plus différenciés et spécialisés, avec des contrats de travail variés ; et
- pour beaucoup de pays en développement, le besoin d'enseignants sans cesse plus nombreux signifiera que les qualifications globales, aujourd'hui assez médiocres, ne devraient guère s'améliorer et que le recours à du personnel enseignant à temps partiel devrait se poursuivre.

Nous traversons actuellement une profonde crise économique qui aura, dans la société en général et dans l'enseignement supérieur, des répercussions dont nous ne percevons pas encore toutes les dimensions. De nombreux pays et universités connaîtront des difficultés financières, avec de graves conséquences à court et peut-être à moyen terme, même si l'impact variera selon les pays. D'après les estimations actuelles, certains des pays parmi les moins avancés seront les plus touchés. La crise devrait avoir les effets suivants :

- Les établissements de recherche devraient faire face à de fortes restrictions budgétaires dans la mesure où les États ne seront pas en mesure de leur fournir les ressources dont ils ont besoin pour poursuivre leur modernisation. Dans bien des cas, la priorité sera d'allouer des fonds pour éviter une réduction spectaculaire de l'accès à l'enseignement supérieur.
- Dans les pays où il existe des programmes de prêt étudiant, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé, l'accès à ces programmes risque d'être sérieusement limité et les taux d'intérêt risquent d'augmenter.
- Des pressions s'exerceront sur le système pour qu'il institue des frais d'études ou augmente le montant de ces frais.
- Les mesures de réduction des dépenses adoptées par de nombreuses universités se traduiront par une détérioration de la qualité. Le nombre d'enseignants employés à temps partiel devrait s'accroître, la taille des classes augmenter et d'autres mesures être adoptées.
- Des mesures de gel seront sans doute prises en ce qui concerne le recrutement, la construction de nouveaux locaux, l'amélioration des technologies de l'information et l'acquisition de livres et de revues.

Personne ne peut dire quelle sera la profondeur de la crise ni le temps qu'elle durera. Mais la plupart des experts doutent d'une reprise rapide. L'enseignement supérieur devrait donc connaître une période de restrictions sévères. Il va certainement traverser une crise sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, une crise dont toutes les répercussions ne sont pas encore claires.

Nous sommes convaincus que l'enseignement supérieur joue un rôle central à l'échelle mondiale et que les établissements postsecondaires doivent être solides et dynamiques afin de contribuer à l'économie du savoir et de fournir des connaissances permettant d'assurer la mobilité sociale et le progrès économique qui sont indispensables aux sociétés du monde entier.

Le rôle de l'enseignement supérieur en tant que bien public reste d'une importance capitale et il convient de le défendre. Nous insistons sur ce point dans notre rapport car cet aspect de l'enseignement supérieur est souvent négligé dans la course aux bénéfices et au prestige.

Les responsabilités multiples et diverses de l'enseignement supérieur sont au bout du compte déterminantes pour le bien-être des sociétés modernes, mais elles s'accompagnent d'une complexité considérable et posent bon nombre de nouveaux problèmes. Il faut comprendre le rôle plus large qui est dévolu à l'enseignement supérieur dans un monde globalisé si l'on veut pouvoir relever de façon constructive les défis qui ne manqueront pas de se profiler à l'horizon. L'immense menace qui nous guette vient de l'inégale répartition du capital humain et des ressources : tandis que certaines nations tireront tout le parti des nouvelles opportunités qui se présentent, d'autres risquent de se trouver toujours plus distancées.





Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Conférence mondiale
sur l'enseignement
supérieur 2009

Publié avec le soutien de l'ASDI/SAREC